

La personne imposable

Le contribuable est celui qui supporte l'impôt ; il s'agit soit d'une personne physique soit d'une personne morale. La personne du contribuable peut constituer la matière imposable par elle-même : il s'agit alors d'un impôt personnel. A l'inverse, la personne du contribuable peut ne pas être prise en compte dans l'établissement de l'impôt : il s'agit de l'impôt réel. Enfin il est possible, sans prendre en compte la personne même du contribuable, de tenir compte de sa situation personnelle : il s'agit de l'impôt personnalisé.

I) La distinction entre les impôts réels et les impôts personnels

L'impôt personnel : il est dû en raison même de l'existence de la personne. Cette forme d'imposition est simple, facile à calculer et pratique à percevoir. Cette forme d'imposition peut apparaître injuste car elle ne tient pas compte des facultés contributives du contribuable. La capitation et l'imposition forfaitaire annuelle sont des exemples d'imposition personnelle. Au cours de l'histoire, pour éviter l'injustice provoquée par une telle imposition, il a été nécessaire de procéder à certains aménagements. Par exemple, sous la Royauté, il y'a eu la capitation graduée, c'ad en fonction des richesses.

L'impôt réel ne tient compte ni de la personne du contribuable ni de sa situation. Par exemple, la TVA, les droits de douane et les droits de timbre. Cette forme d'imposition est simple, objective et ne provoque pas l'inquisition fiscale.

L'impôt personnalisé est en principe assis sur un élément réel économique (revenu, patrimoine, etc.) ou juridique (droit de propriété, etc.) ; il est cependant aménagé par rapport à la situation personnelle du contribuable, c'ad par rapport à ses revenus, ses facultés contributives, sa situation de famille, etc. tels que l'impôt sur le revenu (IR), la taxe d'habitation, etc. Cet impôt est souvent vu comme un impôt juste ; il est cependant complexe à mettre en œuvre et nécessite l'utilisation de méthodes inquisitoriales de la part de l'Administration.

II) Le problème juridique de la détermination de la personne imposable

La personnalité juridique et la personnalité fiscale correspondent souvent mais sont parfois dissociées. Ainsi, une personne physique exerçant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale est personnellement soumise à l'impôt, mais il faut distinguer entre son patrimoine professionnel et son patrimoine personnel. De même, si l'entreprise est organisée sous la forme d'une Sté unipersonnelle, celle-ci est dotée d'un statut particulier qui en fait une personne fiscale différente de l'associé.

S'agissant des autres personnes morales de droit privé, le législateur accorde soit une personnalité fiscale totale, soit une personnalité fiscale partielle voire, dans certains cas, la personnalité fiscale de certaines personnes morales est totalement négligée.

La personnalité fiscale des personnes morales de droit public varie également ; en principe, les EPIC sont dotés de la personnalité fiscale grâce à l'article 1654 du Code général des Impôts (décision « bac d'Eloka », TC, 1921). Alors que les EP administratifs n'ont en principe pas la personnalité fiscale.